

**SECRETARIAT GENERAL DU  
GOUVERNEMENT**

**MINISTERE DE L'INTERIEUR,  
DE LA SECURITE INTERIEURE  
ET DES LIBERTES LOCALES**

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**CONCOURS COMMUN EXTERNE POUR LE  
RECRUTEMENT D'ADJOINTS (ES) ADMINISTRATIFS (VES)  
D'ADMINISTRATION CENTRALE  
"Spécialité administration et dactylographie"**

**SESSION 2004**

**JEUDI 18 MARS 2004**

**EPREUVE N°1**

**EXPLICATION DE TEXTE  
(durée 1h30 - coefficient 3)**

Il est rappelé aux candidats qu'ils doivent exprimer en euros toutes les valeurs et données monétaires si nécessaire.

(Ce document comporte 3 pages)

Cadre supérieure diététique à l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, en retraite, Michelle Ologoudou, considérée comme l'une des pionnières de la diététique en France - elle a mis en place le service diététique à l'hôpital Rothschild à Paris en 1961 - a présenté le 19 janvier 2004 une étude du Conseil économique et social sur « le rôle de l'éducation dans l'alimentation ». « Il est temps de réagir » a souligné la rapporteure de la section de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil économique et social en rappelant que l'obésité touche aujourd'hui entre 7 et 10% des adultes - et ce qui est plus inquiétant encore - entre 10 et 15% des enfants de 5 à 12 ans ! « Un quart des enfants, obèses ou allergiques, ont un problème de comportement alimentaire » a affirmé Michelle Ologoudou. De fait, tous nos comportements alimentaires sont en pleine évolution : la progression des aliments transformés « modernes » incorporant une dose croissante de services, le déclin des produits non transformés, le développement du « grignotage », la simplification des repas hors domicile ou encore la multiplication des fast-foods sont autant d'éléments qui contribuent à l'effritement de notre modèle alimentaire traditionnel.

Or, il y a encore quelques dizaines d'années, l'éducation alimentaire se faisait naturellement dans la famille sans que l'on s'interroge à son sujet. Les changements de comportements alimentaires, la cacophonie des « diktats » nutritionnels qui se sont additionnés et contredits ont depuis lors brouillé le message. Les mangeurs ne souhaitent pas pour autant devenir des experts en alimentation mais ils veulent cependant disposer d'informations sur les aliments, leur provenance et les conséquences de leur consommation sur leur santé. Pour redresser la barre des kilos en trop, mieux vaut commencer par l'éducation des jeunes.

Le programme nutrition-santé, mis en place pour la période 2001-2005 repris par le Bulletin Officiel de l'Education Nationale du 28 juin 2001, a prévu une éducation nutritionnelle dans les classes maternelles et élémentaires. Si le Conseil économique et social reconnaît qu'il n'est pas forcément souhaitable de faire de la nutrition « une discipline d'enseignement supplémentaire » il recommande d'aborder toutefois « largement l'alimentation à l'occasion d'autres enseignements » afin de faire mieux connaître la chaîne alimentaire et combattre aussi les déséquilibres alimentaires à travers notamment un regard critique sur la publicité.

Une responsable qualité de la restauration collective, Marie-Noëlle Haye, explique le rôle que devraient jouer, selon elle, les diététiciens. « Cela devrait être fait dans l'éducation nationale, mais il faudrait aussi mettre plus de moyens dans les Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS). Ce métier de diététicien, responsable de la qualité dans la restauration scolaire, n'existe pas dans les collectivités territoriales en tant que tel. Nous sommes des ré-éducateurs lorsque nous sommes embauchés ! Selon le plan « nutrition-santé » lancé en janvier 2001 par le gouvernement Jospin, il devait y avoir 800 postes à créer jusqu'en 2005 mais aujourd'hui nous ne sommes que 60 diététiciens sur l'ensemble de la France... »

« Les enfants dans les classes où nous sommes allés faire de l'éducation nutritionnelle », ajoute Marie-Noëlle Haye, « n'ont plus du tout la même façon d'aborder le repas. Ils ne vont pas forcément se jeter sur les épinards ou le poisson - il ne faut pas exagérer - mais ils comprennent pourquoi il faut en manger » souligne-t-elle. « Dans les grandes communes, non seulement nous devrions regarder les menus, apporter les informations aux éducateurs et aux élus. Nous avons aussi envie de faire des groupes de travail avec les parents ». Les collectivités locales sont prévenues. A l'avenir, pour préserver la santé de leurs habitants, elles doivent s'appuyer sur les conseils avisés de diététiciens qui ont la responsabilité de la bonne cuisine de demain et tout simplement de notre santé alimentaire. Ce n'est pas rien.

*François GERVAIS, directeur de la revue Horizons politiques (lundi 9 février 2004)*

## QUESTIONS

1 – D'après le texte, quelles sont les principales tendances de l'évolution des comportements alimentaires ? Quelles en sont les conséquences sanitaires ? Comment expliquez vous les raisons d'une telle évolution ?

(1 page environ / 7 points)

2 – Les mesures proposées par le Conseil économique et social prétendent-elles apporter des solutions immédiates ou à plus long terme ? Justifiez votre réponse. Quels sont, à votre avis, les termes qui caractériseraient le mieux ces mesures ?

(1/2 page environ / 4 points)

3 – Quels sont les publics et acteurs concernés par les actions envisagées ? Expliquez pourquoi.

(1/2 page environ / 4 points)

4 – Définir dans le sens du texte :

1/ les mots soulignés :

La rapporteure de la section de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil économique et social (2 points)

2/ les expressions et phrases suivantes :

« des aliments transformés modernes incorporant une dose croissante de services » (1 point)

« la cacophonie des « diktats » nutritionnels » (1 point)

« la chaîne alimentaire » (1 point)